

Pourquoi le socialisme au Venezuela ? Éléments de réflexion pour une bataille des idées.

Elias Jaua
Milano

25 janvier
2015



Photo : Nicolas Maduro lors de la manifestation populaire du 23 janvier 2015, brandissant la photo de Fabricio Ojeda, député, journaliste et guérillero de gauche assassiné en 1966.

Le 22 janvier, le président Maduro a rendu publique une conversation téléphonique entre militaires d'extrême droite (voir ci-dessous). L'un d'eux, expert en guerre psychologique de la *School of Americas*, explique comment organiser des pillages "avec l'aide d'étudiants" grâce aux pénuries générées par le secteur privé – encore hégémonique au Venezuela (1). Des liens resurgissent avec le leader d'extrême droite Leopoldo López, actuellement jugé en tant qu'organisateur des violences qui ont fait des dizaines de morts en 2014 et que les médias internationaux présentent comme un "prisonnier politique". Le président Rafael Correa a rappelé récemment que ce scénario copie le *modus operandi* employé par Washington pour renverser le président Salvador Allende (2).

Pour stopper ce coup d'État en marche, Nicolas Maduro a lancé un ultimatum au secteur privé tout en réorganisant la distribution des produits et aliments de base. La droite comptait sur la chute des prix du pétrole pour pousser le gouvernement à l'austérité. Peine perdue : le 22 janvier, le président bolivarien a annoncé l'augmentation du salaire minimum de 15 % pour le protéger de l'inflation, 300.000 pensions supplémentaires, 200.000 nouvelles bourses d'études pour les étudiants du secondaire l'augmentation de 30 % des bourses universitaires, la construction de 400.000 logements et de nouvelles infrastructures routières, ainsi qu'une nouvelle mission de protection sociale pour 500.000 familles populaires (4). Le texte d'Elías Jaua éclaire la lutte entre ces deux modèles.

Thierry Deronne

Caracas, 24 janvier 2015



23 janvier, Caracas. Familles des victimes des violences de la droite (notamment étudiante) et de ses alliés paramilitaires en 2014, mêlées aux familles des disparus sous les régimes « démocratiques » d'avant la révolution. La tentative meurtrière de déstabilisation en 2014 avait été présentée par les médias occidentaux comme « *une révolte populaire réprimée par le gouvernement* ».

Pourquoi le socialisme au Venezuela ? Éléments de réflexion pour une bataille des idées.

par Elías Jaua

Traduction : Jean-Marc del Percio

« Ce système est totalitaire et centralisateur. Il établit le contrôle de l'État sur tous les aspects de la vie (...) Il conduit à l'oppression et à la ruine des pays où ce système a été appliqué ».

Conférence des Évêques du Venezuela, janvier 2015.

« Dans le même temps que les intérêts d'une minorité s'accroissent exponentiellement, ceux de la majorité s'effondrent. Ce déséquilibre résulte de la mise en application de critères idéologiques qui soutiennent l'autonomie absolue des marchés, mais aussi la spéculation financière. Et rejettent le droit de contrôle des États sur ces affaires. Lesquels sont en charge de la défense du bien public ».

Pape François. *Exhortation apostolique*, 12 juillet 2013.

Un État luttant pour la défense de l'intérêt général : ce principe est au cœur de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela. Celle-là même qui aura été approuvée il y a 15 ans, un mois et 3 jours, par le peuple vénézuélien. Un État social, démocratique ; un État de droit et de justice qui répond enfin au rêves de nombreuses générations. Un rêve transformé en réalité, du fait de la volonté affichée de millions de vénézuéliens et vénézuéliennes.

Notre constitution établit clairement le rôle de contrôle et de régulation dévolu à l'État, dans le domaine économique, et ce, dans le but de protéger les droits humains de notre peuple, face aux monopoles, face à la spéculation, l'usure et la fraude, inhérentes au capitalisme. Il s'agit également de promouvoir une répartition équitable de la richesse nationale, tout en favorisant une économie productive.

Sous l'impulsion initiale du président Chavez, la Révolution Bolivarienne aura sans aucun doute réussi le pari de démocratiser les fruits de la rente pétrolière, tout en soldant la dette sociale accumulée durant la période de la gabegie capitaliste. La remise en question du rentisme pétrolier en est le corrolaire.

A ce jour, la démocratisation des fruits de la rente pétrolière, aura débouché sur les avancées suivantes en matière de recherche du bien commun.

1. L'investissement social

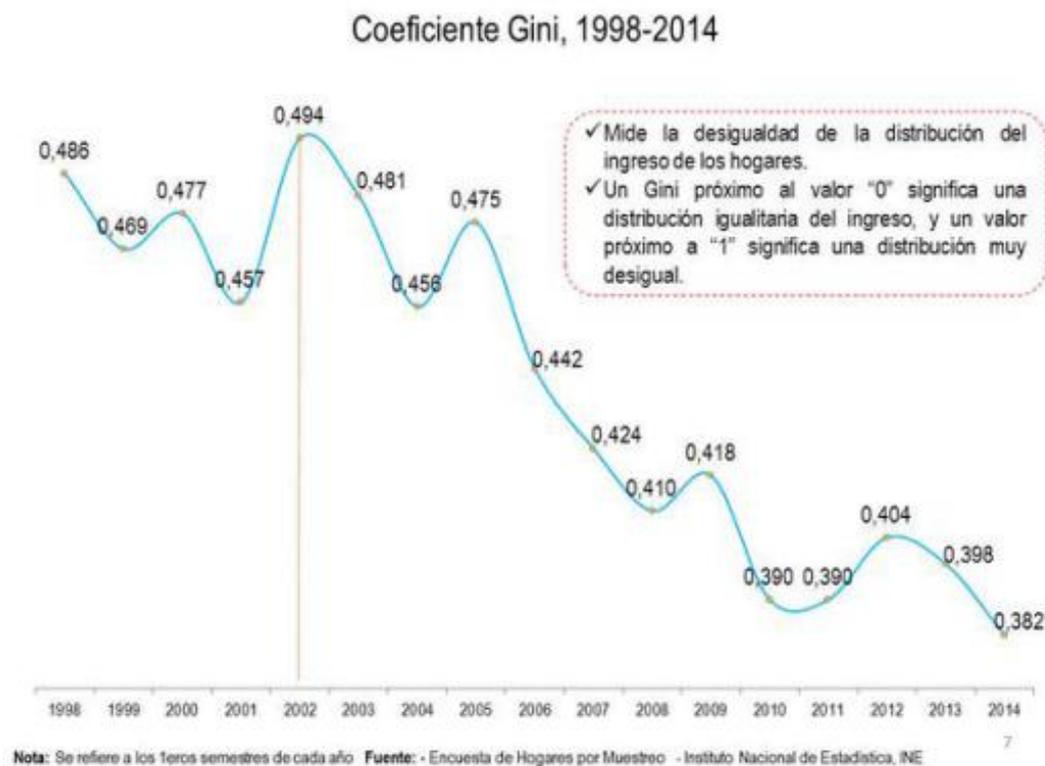
Entre 1985 et 1998 (avant la révolution) : avec un revenu national s'élevant à 213 286 000 de dollars, les dépenses sociales ne représentaient 36,82% (79 540 millions de dollars).

Entre 1999 et 2012 (à partir de la révolution) : avec un revenu national atteignant 883 089 000 de dollars, les dépenses sociales ont grimpé à 62,46% (551 639 millions de dollars).

Ainsi, en universalisant la redistribution de la rente, la Révolution bolivarienne a réussi à inverser la courbe. (3)

2. La bataille contre la pauvreté.

En 1998, 21% des ménages vénézuéliens vivaient en situation d'extrême pauvreté. En 2014, cet indice s'est rétracté à 5,5%. D'une manière générale, entre 1998 et 2013, la pauvreté a régressé de 49 à 19%.



Coefficient GINI pour le Venezuela 1998-2014. Cette formule mesure l'inégalité dans la distribution des revenus par foyer. Plus le taux est proche de zéro, plus grande est l'égalité sociale.

3. Le droit à la santé.

Si en 1998, le Venezuela comptait 5360 centres de santé sur son territoire, ce chiffre a progressé pour atteindre en 2011 le taux de 13731. Ce qui représente une croissance de 150%.

À cette même date, 182 hôpitaux ont été réhabilités, tandis que les centres de santé publique se voyaient pourvus de 27 620 lits.

Entre autres réalisations importantes, on peut citer la construction -suivie d'une mise en service- de l'Hôpital cardiologique pédiatrique latino-américain Dr Gilberto Rodriguez Ochoa, doté d'un potentiel permettant de réaliser 4500 interventions chirurgicales annuelles, et 80 000 consultations en externe, pour les enfants souffrant du cœur.

En mars 2014, la Révolution a permis à 17 000 impétrants d'obtenir leurs doctorats en médecine. Et grâce à la Mission *Barrio Adentro* I, II et III, pas moins de 24 millions de Vénézuéliens (82,4% de la population totale), ont bénéficié d'une aide médicale gratuite. Ces Missions successives, se sont appuyées sur un réseau de 7500 cliniques populaires ; 6000 centres de santé ; 3000 cabinets dentaires (odontologie) ; 400 cabinets d'optique/ophtalmologie ; mais aussi sur 559 centres de diagnostic intégral ; 130 blocs opératoires ; 570 salles de rééducation et 35 centres de haute technologie médicale.



4. Le droit à l'éducation.

Grâce à la Révolution Bolivarienne, le taux des inscriptions a augmenté de 29%. Soit un total 7 778 538 élèves.

Le taux net de scolarisation dans le primaire a connu une croissance de 7 points, atteignant ainsi les 93%. Et si l'on prend pour repère les chiffres de l'année scolaire 1998-99, le nombre de diplômés a explosé (+ 160%. Année scolaire 2012-13).

De 19 682 groupes scolaires existants, l'on est passé à 24 516 (+ 25%). Quant au personnel enseignant, son nombre s'est accru de 188%.

Par ailleurs, les Missions Robinson I et II ont permis l'alphabétisation de 1 756 250 personnes. 789 436 d'entre elles ont terminé leurs cycles d'études primaires. De ce fait, en 2005, l'UNESCO a déclaré officiellement le Venezuela, « territoire libéré de l'analphabétisme ». 822 853 personnes bénéficiant des programmes de la Mission Ribas ont pu achever leurs études secondaires. Quant à la Mission Sucre, elle a assuré 565 201 vénézuéliens/ennes d'une formation qui aura autorisé l'accès pour 212 532 d'entre eux, à des études supérieures. (Université).

5. Le droit à la culture.

La Révolution a jeté les bases d'un véritable réseau d'institutions ayant remarquablement contribué à l'épanouissement culturel de notre peuple. Parmi celles-ci, il est possible de citer le Centre pour la Diversité culturelle ; la Fondation « Librairies du Sud » qui s'appuient sur 61 établissements disséminés sur l'ensemble du territoire national ; la maison d'édition « El Perro y la Rana », pourvue de 24 antennes régionales ; l'Institut des Arts scéniques et musicaux (IAEM) ; la compagnie de distribution Amazonia Films ; la Maison du Cinéma, centre de production et formation ; le Centre National d'Histoire ; le Centre National du Disque (CENDIS) ; la Fondation des Musées Nationaux, etc.

Depuis 2012, la Mission Culture a permis la formation de 12 465 professionnels, ayant obtenu leurs diplômes en

Éducation, mention « Développement culturel » ; sans oublier l'épanouissement, aujourd'hui célèbre dans le monde entier, des ensembles d'orchestres Simon Bolivar.

Le développement du secteur cinématographique est à souligner. Il résulte de l'effort conjoint de structures diverses telles que la Maison du Cinéma, du Programme National de formation cinématographique et du Centre Autonome cinématographique (CNAC).

Rien qu'en 2014, 12 films vénézuéliens ont vu le jour, tandis que 27 projets cinématographiques ont reçu un soutien concret. 25 festivals et expositions ont été organisés au niveau des États. 78 films vénézuéliens ont participé à 121 festivals internationaux. 36 prix et distinctions ont été ainsi obtenus. Et en novembre 2014, on a atteint une fréquentation record des salles obscures . Ce qui hisse le Venezuela à la première place des pays d'Amérique latine, quant à la découverte de longs métrages nationaux.



6. Le droit au sport.

A partir de 1999, le Gouvernement Bolivarien a instauré une politique visant à renforcer le développement des activités sportives. A cette fin, au cours des 12 dernières années, 6 830 614 741 Bolivars ont été investis. De ce fait, 2885 installations sportives ont été réhabilitées ou construites ; 3 stades de football ont vu le jour, et 6 autres ont été modernisés ; l'Université ibéro-américaine du Sport, 27 unités éducatives visant à la détection des talents, mais aussi 14 centres de science et médecine sportives ont été fondés. 6 479 713 personnes ont bénéficié de l'accent mis sur le sport de masse. Dont 165 000, par le biais du Pouvoir sportif Communal ; 3 960 266, via la Mission Barrio Adentro sportif ; 1 985 000, grâce au sport universitaire ; 31 803 par le Simoncito sportif, et 337 644 par le développement systématique des activités physiques, sportives , récréatives, aux fins d'améliorer la santé publique.

La Mission *Barrio Adentro* pour le Sport, qui couvre les 24 États du pays, est devenue la pierre angulaire de la politique révolutionnaire en matière sportive. D'ailleurs, depuis peu, les performances des athlètes vénézuéliens se sont multipliées. Tant au niveau national, qu'international.

7. Le droit à la Communication et à l'accès aux technologies de l'information.

Les avancées de la Révolution en terme d'accès aux communications et à internet sont significatives. Prenons quelques exemples. Tandis qu'en 1998, le pays comptait à peine 342 stations de radio FM (dont 331 relevant du secteur privé, 11 du secteur public et aucune de type communautaire), en 2012, la situation se modifie singulièrement pour atteindre les chiffres de : 843 (503 privées, 86 publiques, 249 de type communautaire). C'est-à-dire + 146%.

Quant aux stations de télévision, en 1998, leur nombre s'élevait à 119 (en signal ouvert), dont 66 privées, 14 publiques et 39 de type communautaire. A ce tableau d'ensemble, il convient d'ajouter la création de Vive TV et Telesur. Sans oublier le lancement de la Radio del Sur (la Radio du Sud), et la fondation du Correo del Orinoco. (Le Courrier de l'Orénoque).

De plus, en 2013, grâce à l'installation de 11 321 km de fibre optique, 12,55 millions de vénézuéliens (42% de la population) ont pu accéder à la Toile. Ces réalisations ont hissé le Venezuela au 7ème rang des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, en terme de pénétration des services afférents, et du nombre d'utilisateurs. Il faut également préciser que l'application du programme WIFI para Tod@s (la WIFI pour tous), a permis l'installation de 2903 points publics et gratuits de connexion sur l'ensemble du territoire national. Dont 259 en milieu universitaire, 1389 lycées et 681 villages.

8. Un droit sacré : s'alimenter.

Les 15 premières années de la Révolution bolivarienne ont permis au pays – dont 2,7 millions de citoyens souffraient de la faim (les années 1990)- de réduire ce fléau, pour le rendre exceptionnel. Ainsi, l'indice de malnutrition qui s'élevait initialement à 13,5%, est passé sous la barre des 5%. Quant à l'apport calorique, il est passé de 2127 Kilocalories par personne et par jour (Quatrième République) à 3182 Kilocalories par personne et par jour, en 2012. L'année suivante, la FAO rendra hommage au Gouvernement Vénézuélien, pour avoir par son action, réduit à leur plus simple expression la faim et la malnutrition.

Par ailleurs, 17 554 442 personnes ont bénéficié de la Mission Alimentation Mercal/Programme de distribution d'aliments subventionnés créé en 2003, PDVAL – Entreprise publique de Production et distribution d'aliments, et Abasto Bicentenario – grande chaîne de magasins publics permettant l'achat d'aliments et de produits de 1ère nécessité au « prix juste, qui leur a facilité l'accès à l'alimentation subventionnée par l'État. On estime à 8 059 414 tonnes, les aliments ayant été distribués par les 16 626 points de vente existants.



9. Le droit au logement.

Si l'on prend l'année 2011, la Grande Mission Logement Venezuela aura permis à 600 000 logements dignes de ce nom de voir le jour. 400.000 seront construits en 2015. Superficie moyenne : 70 m², avec salle de bain, chambre à coucher, cuisine. Les services publics et les aménagements urbains sont à portée de main. Ce qui garantit le plein épanouissement (social et productif) des habitants. En outre, nombre de ces logements ont été livrés totalement équipés et meublés. Et les espaces consacrés à l'éducation, la santé, la culture ne manquent

pas, tels que les Simoncitos (centres d'éducation initiale pour les enfants de 0 à 6 ans), les écoles, les CDI (Centre de Diagnostic intégral) et les terrains de sport.



Elías Jaua, vice-président du socialisme territorial et auteur de cet article, le 22 janvier (au centre), lors d'une remise de logements aux secteurs populaires de l'État Anzoátegui.

10. Le droit de vieillir dans la dignité

A ce jour, 2 521 750 pensionnés bénéficient des avantages liés à la mise en place de la Gran Mision en Amor Mayor. 300.000 de plus viennent d'être annoncées pour 2015 par le président Maduro. Il y a 16 ans, ce chiffre se ramenait à 300 000. Ces derniers recevant des subsides inférieurs au salaire minimum légal.

Tous ces résultats sont la conséquence d'une politique redistributive socialiste, qui concerne 60% du budget de l'État, et de l'universalisation des fruits de la rente pétrolière. En une décennie, cet effort a conduit le Venezuela à passer d'un Indice de Développement humain moyen à un IDH élevé. Selon un rapport de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine/ONU), notre pays s'avère être le moins inégalitaire de l'Amérique latine. Cela, nous n'avons pu l'obtenir que par l'instauration du socialisme.

Il est par ailleurs nécessaire de préciser qu'il est impossible de construire le socialisme sur la base du rentisme pétrolier. Consciemment ou inconsciemment, cette certitude est liée à la notion que le socialisme relève uniquement de la sphère de la distribution.

Hugo Chavez avait clairement établi que notre socialisme doit être intégral, muni de toutes ses facettes, et se doit de faire ressortir toutes les qualités inhérentes à son mode de production spécifique. Selon Chavez, il ne peut exister un socialisme rentier. Sans vaincre le rentisme, il est impossible de jeter les bases d'une économie productive socialiste.

Non seulement le rentisme implique une dépendance par rapport à la production pétrolière, mais aussi par rapport à la fluctuation des cours du pétrole sur les marchés internationaux. De plus, cette référence au rentisme, s'exprime à travers « la culture spéculative, qui s'est immiscée tel un venin à l'intérieur même du système capitaliste vénézuélien ».

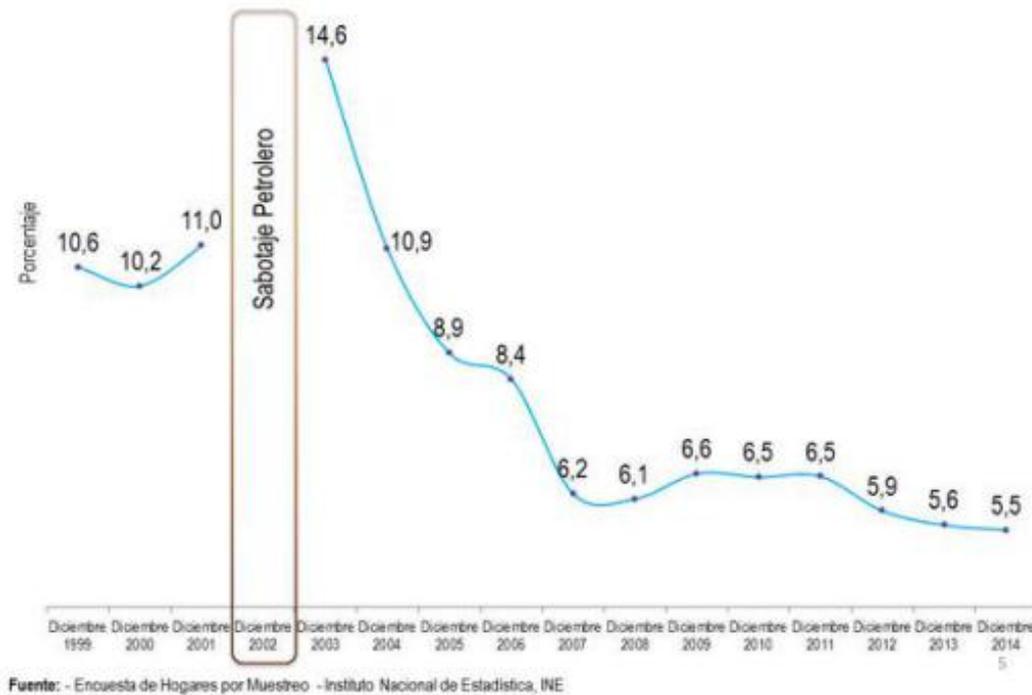
C'est pourquoi, parallèlement à l'application d'une juste politique redistributive de la rente – autorisant l'obtention et la consolidation des droits sociaux- la Révolution Bolivarienne s'est attelée à la concrétisation d'une culture du

travail qui permet l'émergence d'une économie productive socialiste.

Voyons ce qu'il en est :

- La diversification des relations économiques internationales, a permis un renforcement de notre indépendance et de notre souveraineté. Elle a également favorisé de salutaires transferts de technologie constituant le socle de l'industrialisation du pays. (6)
- Le processus des nationalisations a permis le retour dans le giron de la nation, de multiples entreprises d'importance stratégique. Nombre d'entre elles souffraient de graves retards sur le plan technologique, leur situation sur le plan fiscal était précaire. Il n'en demeure pas moins que ces nationalisations étaient nécessaires à l'impulsion de politiques ambitieuses telles que celles de la Grande Mission Logement Venezuela. (A ce jour, plus de 600 000 logements ont été construits et 400.000 supplémentaires le seront en 2015). Il en est de même, en ce qui concerne les secteurs industriels du ciment, de l'acier et de l'électricité. CANTV (compagnie de télécommunications) et Banco de Venezuela étaient viables. Toutefois leurs nationalisations ont été utiles, car elles auront favorisé la démocratisation de l'accès à leurs services respectifs ; mais aussi le bon emploi des bénéfices dégagés, au profit des enfants et des jeunes. De ce fait, un large accès aux technologies de l'information a été possible. (Programme Canaima : 5 millions d'ordinateurs mis gratuitement à la disposition des écoliers et des universitaires). Dans un autre registre, ces nationalisations ont bénéficié aux personnes du 3ème âge, qui peuvent désormais compter sur une pension digne de ce nom (Gran Mision Amor mayor).
- La surface agricole utile s'est considérablement étendue. Entre 1998 et 2010, la superficie des terres cultivées a augmenté de 49%. Entre ces deux dates, on est passé de 1 638 923 ha à 2 433 943 ha. Quant à la production agricole relative à l'élevage elle s'est accrue de 44% : 2 575 443 tonnes (1998) ; 4 669 120 tonnes (2010).
- On a également beaucoup investi dans le domaine des infrastructures routières et des transports. Le réseau ferré n'a pas été oublié : on peut notamment citer la mise en service d'une ligne, desservant les Vallées du Tuy (Etat de Miranda) ; les lignes 3 et 4 du metro de Caracas. La ligne 5 étant en voie de réalisation ; les métros de Maracaibo, Valencia et Los Teques ; le CableTren Bolivariano /Métro de Caracas/Transports publics) ; le réseau reliant Caracas-Guarenas-Guatire (projet de Métro urbain) ; le Métro Câble Mariche et San Agustin (système de téléphériques intégrés) ;
- De grandes installations thermoélectriques ont été construites et ont vu leurs capacités de production étendues. Il en est ainsi de la centrale Général Rafael Urdaneta dans l'État du Zulia ; des stations Centre à Carabobo et Josefa Camejo à Falcon ; mais aussi des centrales hydro-électriques comme celle de Caruachi (Etat de Bolivar).

Tasa de desocupación, diciembre 1999-diciembre 2014



Courbe du chômage

Le meilleur indicateur de ces efforts sans précédent visant à diversifier l'économie vénézuélienne, réside dans l'écart concernant les chiffres du chômage, si l'on compare la période antérieure durant laquelle le néolibéralisme sévissait (15 points), à celle de ces dernières années, où ces chiffres ont été ramenés en-dessous de la barre des 6 points. La sécurité de l'emploi garantissant désormais un revenu régulier aux familles. Le taux de chômage est tombé à 5,5 % en décembre 2014.

Toutes ces conquêtes sociales, toutes ces avancées sur le plan économique, nos adversaires s'emploient à en minimiser l'ampleur, voire à les occulter. C'est le cas du médiocre gouverneur Capriles (ex-candidat présidentiel de la droite, NDIR) qui déclare que « le modèle actuel n'est qu'un rêve dont on doit se débarrasser ». Mais venant de sa part, cela sonne creux.

Cela se passe à un moment où l'on assiste à une aggravation progressive de la confrontation avec l'oligarchie locale et ses alliés. A l'instauration d'une situation d'agression permanente, provenant de l'extérieur. Et nous avons également affaire à une véritable guerre économique, mais aussi politique, sociale et culturelle, à l'intérieur même de notre pays. Non seulement cet état de fait nuit à l'économie, mais il oblige aussi la Révolution à consacrer d'énormes efforts, et à gaspiller un temps précieux, à l'élaboration de contre-mesures.

Il est vrai que nous n'avons pas toujours été en mesure de trouver les arguments solides pour défendre les avancées réalisées. C'est pourquoi le peuple, le Parti Socialiste Unifié (PSUV), les mouvements sociaux et nos diverses institutions doivent jouer un rôle essentiel dans la défense des conquêtes de la révolution bolivarienne et socialiste. Il faut reconnaître que nous ne sommes pas satisfaits de tout ce qui a été accompli à ce jour ; de notre incapacité à surmonter de vieux problèmes dont nous avons hérité.

Il faut garder à l'esprit qu'au moment même où nous nous efforçons d'éliminer le système capitaliste rentier ; de nous acquitter de la dette sociale accumulée au fil des décennies, il était essentiel d'innover, d'emprunter des chemins non encore explorés, d'assumer le risque du tâtonnement et de l'erreur. Aucune Révolution n'a échappé à cela. C'est pourquoi, tout en prenant acte des nombreux succès obtenus, il est nécessaire de corriger le cap lorsque c'est nécessaire. Quand des erreurs ont été commises.

Sous l'égide du Président Nicolas Maduro, mais aussi à travers le passage parmi nous de notre leader historique, cette nouvelle étape de la Révolution nous impose de sérier avec précision et sans dogmatismes, les grandes

lignes d'action, mais aussi les objectifs stratégiques à atteindre, pour une économie productive. De plus, pour nous débarrasser du rentisme, mais aussi résoudre les problèmes accumulés, et vaincre dans la guerre économique en cours, une restructuration financière et fiscale est inévitable.

La lutte sans relâche que nous devons livrer à l'inefficacité, la corruption, le bureaucratisme, les manquements et les absences de suivi des processus en cours, est d'autant plus impérieuse, que tous ces dévoiements sont associés à une forme de culture pétro-rentière. Ce faisant, nous devons rectifier ce qui doit l'être. Pas seulement le Gouvernement Bolivarien. Mais la société tout entière, pour ne pas retomber dans le cauchemar néo-libéral dont nous nous sommes extraits le 6 décembre 1998, en élisant pour la première fois à la Présidence, Hugo Chavez.

Ce qui importe, c'est de poursuivre la construction de notre société -ou pour le dire avec le Pape François- « une société dans laquelle l'humain et non pas l'argent soit le centre ».

Cela fait 16 ans, qu'au Venezuela nous construisons cette société que de profondes et amples libertés démocratiques irriguent. C'est la marque de notre projet socialiste Bolivarien. Notre Socialisme.

« Le socialisme c'est la démocratie et la démocratie c'est le socialisme dans tous les domaines : politique, social et économique ».

Hugo Chavez

Elias Jaua Milano

Source : <http://www.mpcomunas.gob.ve/por-que-socialismo-en-venezuela-elementos-...>

Traduction : Jean-Marc del Percio



Nicolas Maduro le 22 janvier à la cérémonie d'investiture d'Evo Morales, réélu à la Présidence de la Bolivie. Les deux pays ont convenu d'accélérer leur coopération bilatérale. Morales a déclaré à cette occasion que « celui qui attaque politiquement et économiquement le Venezuela, c'est l'empire états-unien » (5)

»» <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/01/24/pourquoi-le-socialisme...>

Notes :

- (1) Pour d'autres éléments concernant les plans de déstabilisation et les préparatifs de coup d'État, voir <https://venezuelainfos.wordpress.com/2014/05/29/cest-lheure-daneantir-maduro-le-reste-tombera-de-son-propre-poids--les-visages-reveles-du-plan-de-coup-detat/>
- (2) Déclarations de Rafael Correa sur son compte Twitter @MashiRafael le 19 janvier : <http://www.telesurtv.net/english/news/President-Correa-Economic-War-in-Venezuela-Echoes-Chile-Coup-20150120-0010.html>
- (3) Pour un aperçu général de la politique qui sera menée par le gouvernement bolivarien en 2015 : <https://venezuelainfos.wordpress.com/2014/12/31/democratisation-de-letat-hausse-des-budgets-sociaux-nicolas-maduro-met-les-bouchees-doubles/>
- (4) Liste (en espagnol) des annonces complémentaires faites lors de la présentation du bilan 2014 par Maduro à l'Assemblée Nationale le 22 janvier 2015 : <http://panorama.com.ve/portal/app/push/noticia138308.php>
- (5) Déclarations du Président Evo Morales (vidéo) : <https://www.youtube.com/watch?v=3Q0NX72ULeM>
- (6) Voir « *L'unité latinoaméricaine comme projet historique* » <https://venezuelainfos.wordpress.com/2015/01/14/lunite-latinoamericaine-comme-projet-historique/>